

La Voix du Consommateur

CONTACTS DE LA RÉDACTION - Tél : 237 6 99 52 87 06 – 6 71 04 24 12- Informer et Former ... Notre mission

EMBALLAGES PUBLICITAIRES PAYANTS

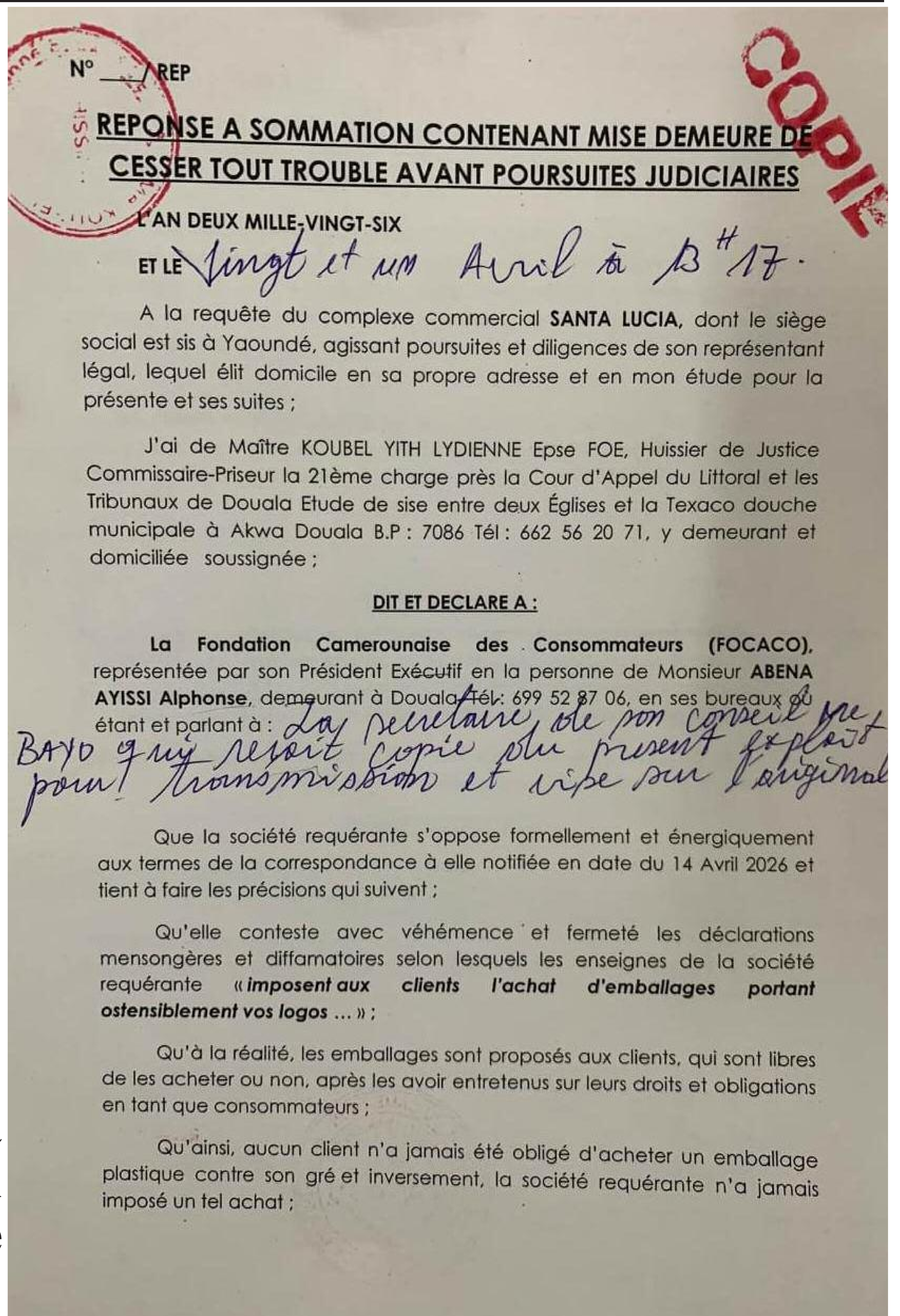
INTIMIDATION

SANS OBJET

DE SANTA LUCIA

Face à la facturation abusive d'emballages porteurs de son propre logo, SANTA LUCIA répond par l'intimidation judiciaire. La FOCACO dénonce ce procédé qui transforme le client en panneau publicitaire payant. Un bras de fer citoyen s'engage pour que le Ministère du Commerce mette fin à ces dérives.

Page 3



DÉLESTAGES ÉLECTRIQUES

La dernière "Sommmation"



Face au chaos énergétique, la PAIES menace de descendre dans la rue le 06 mai.

Page 5

CLARIFICATIONS

Page 7

L'eau Ôpur est saine !



Suite à la résurgence d'une vidéo devenue virale, la FOCACO appelle les consommateurs à la vigilance face à la désinformation.

29 & 30 AVRIL À YAOUNDÉ

Pages 6&7

1er Forum national sur la sécurité routière

L'Affaire Aïcha Kamoïse ou le crépuscule de la sécurité juridique

Par Alphonse AYISSI ABENA
Directeur de Publication

Le dossier « Aïcha Kamoïse » n'est plus une simple chronique judiciaire locale ; il est devenu le miroir déformant d'une justice qui semble avoir égaré sa boussole morale. En tant que sentinelle des droits des citoyens et des consommateurs, La Voix du Consommateur ne peut rester muette devant ce qui s'apparente à une dérive autoritaire orchestrée par des intérêts privés.



Une parodie de procédure : l'incompétence érigée en méthode

Le récit des faits, tel que rapporté par la défense de Madame Wete Aïcha, relève du surréalisme juridique. Comment un parquet, initialement reconnu incompetent par les textes mêmes de notre Code de Procédure Pénale, a-t-il pu déployer un tel arsenal coercitif ? Émettre un mandat d'amener sans convocation préalable, c'est fouler aux pieds le principe élémentaire du contradictoire.

Cette « curiosité » cache une réalité plus sombre : le trafic d'influence. Lorsqu'une procédure dévie de sa trajectoire légale pour satisfaire le "bon plaisir" d'individus installés à des milliers de kilomètres, ce n'est plus la loi qui parle, c'est le carnet d'adresses.

La prise d'otage de l'entrepreneuriat jeune

Aïcha Kamoïse n'est pas seulement une justiciable ; elle est le symbole d'une jeunesse camerounaise qui ose, qui investit et qui participe au rayonnement économique du pays. En la maintenant en détention arbitraire sous prétexte d'une confrontation hypothétique avec des accusateurs absents, on envoie un signal désastreux à tous les créateurs de richesse : au Cameroun, votre liberté dépend du bon vouloir de ceux qui se croient intouchables.

Peut-on décemment parler d'attractivité économique et de "Made in Cameroon" quand une entrepreneure peut être "séquestrée" — pour reprendre les termes de ses avocats — au mépris des garanties de liberté

sous caution prévues par l'article 246 G du code de procédure pénale ?

Un outrage à la dignité humaine sous un ciel de paix

Il est d'autant plus douloureux de constater cette brutalité judiciaire alors que notre terre accueille actuellement le Souverain Pontife. Ce contraste entre les discours de miséricorde et la réalité des cellules de garde à vue, où l'on "mâte" une mère de famille pour une simple affaire d'opinion ou de conseil professionnel, est un affront à notre humanité commune.

Comme nous le rappelons souvent à la FOCA-CO : « *Le pouvoir est un prêt, non une propriété. Ceux qui utilisent aujourd'hui les symboles de l'État pour humilier leurs concitoyens bâtissent*

leur trône sur du sable. »

Conclusion : Pour une Justice qui protège et ne terrorise plus

La libération immédiate d'Aïcha Kamoïse est devenue un impératif de salubrité publique. Chaque heure passée derrière les barreaux sans fondement légal solide est une entaille supplémentaire dans le contrat social qui lie le citoyen à son État.

Nous appelons le Conseil de la Magistrature et les autorités compétentes à reprendre la main sur ce dossier. La justice camerounaise doit cesser d'être une marchandise au service des plus fortunés pour redevenir ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être : le dernier rempart des opprimés.

Aïcha Kamoïse doit retrouver sa liberté. Maintenant.

SANTA LUCIA :

L'intimidation ne fera pas taire la « Voix des Sans Voix » !

A lors que la vie chère étrangle le panier de la ménagère, le complexe commercial SANTA LUCIA choisit la voie de la menace judiciaire plutôt que celle du respect du consommateur. Entre facturation abusive d'emballages publicitaires et tentatives de musellement de la FOCACO, le climat se tend. Il est temps que le Ministère du Commerce siffle la fin de la récréation.

Le consommateur n'est pas un panneau publicitaire payant !

L'affaire qui oppose actuellement la Fondation Camerounaise des Consommateurs (FOCACO) à l'enseigne SANTA LUCIA soulève une question de principe fondamentale : le respect de la dignité de l'acheteur.

Dans une réponse par voie d'huissier datée du 21 avril 2026, l'opérateur économique balaie d'un revers de main les accusations de la FOCACO, affirmant que l'achat des sacs plastiques est « libre ». Quelle hypocrisie ! Arrivé à la caisse, sans alternative neutre ou gratuite, le consommateur est mis devant le fait accompli. Pire encore, ces emballages sont frappés du logo de l'enseigne.

Le constat est simple : SANTA LUCIA oblige ses clients à payer pour faire sa propre publicité dans les rues de Douala et Yaoundé. C'est une double peine : on paie le produit, et on paie pour devenir un vecteur de communication ambulant. C'est une pratique commerciale abusive que la Loi-cadre n° 2011/012 du 06 mai 2011 condamne implicitement en protégeant les intérêts économiques des citoyens.

Intimidation : Une straté-

COPIE

N° / REP
REPONSE A SOMMATION CONTENANT MISE DEMEURE DE CESSER TOUT TROUBLE AVANT POURSUITES JUDICIAIRES

L'AN DEUX MILLE-VINGT-SIX
ET LE *Vingt et un Avril à B^H 17.*

A la requête du complexe commercial **SANTA LUCIA**, dont le siège social est sis à Yaoundé, agissant poursuites et diligences de son représentant légal, lequel élit domicile en sa propre adresse et en mon étude pour la présente et ses suites ;

J'ai de Maître **KOUBEL YITH LYDIENNE** Epse FOE, Huissier de Justice Commissaire-Priseur la 21^{ème} charge près la Cour d'Appel du Littoral et les Tribunaux de Douala Etude de sise entre deux Églises et la Texaco douche municipale à Akwa Douala B.P : 7086 Tél : 662 56 20 71, y demeurant et domiciliée soussignée ;

DIT ET DECLARE A :

La **Fondation Camerounaise des Consommateurs (FOCACO)**, représentée par son Président Exécutif en la personne de Monsieur **ABENA AYISSI Alphonse**, demeurant à Douala Tél: 699 52 87 06, en ses bureaux de étant et parlant à : *La secrétaire de son conseil qui Bayo qui reçoit copie plus présent s'explique pour transmission et vise sur l'original.*

Que la société requérante s'oppose formellement et énergiquement aux termes de la correspondance à elle notifiée en date du 14 Avril 2026 et tient à faire les précisions qui suivent ;

Qu'elle conteste avec véhémence et fermeté les déclarations mensongères et diffamatoires selon lesquels les enseignes de la société requérante « **imposent aux clients l'achat d'emballages portant ostensiblement vos logos ...** » ;

Qu'à la réalité, les emballages sont proposés aux clients, qui sont libres de les acheter ou non, après les avoir entretenus sur leurs droits et obligations en tant que consommateurs ;

Qu'ainsi, aucun client n'a jamais été obligé d'acheter un emballage plastique contre son gré et inversement, la société requérante n'a jamais imposé un tel achat ;

Qu'il est constant que les propos de la **Fondation Camerounaise des Consommateurs (FOCACO)** repris ci-dessus sont totalement mensongers et diffamatoires ;

Que bien plus, les propos tenus dans ladite correspondance selon lesquels « **... vos éléments de charte graphique, transformant ainsi le consommateur en un vecteur publicitaire ambulant.** » sont tout aussi faux et erronés, en ce que la société requérante n'impose nullement une telle publicité à ses clients, qui sont suffisamment responsables et libres d'acheter les plastiques et en faire l'usage qui leur convient ;

Qu'il suit que les allégations de la Fondation Camerounaise des Consommateurs (FOCACO) sont susceptibles de poursuites judiciaires, pour lesquelles la société requérante se réserve le droit d'engager en temps opportun ;

EN CONSEQUENCE

Et à mêmes requête, demeure et élection de domicile que dessus, j'ai, Huissier susdit et soussigné, étant et parlant comme dessus, fait sommation à la **Fondation Camerounaise des Consommateurs (FOCACO)** de cesser de tenir des propos de nature à discréditer l'image de la société requérante ;

Lui déclarant que faute par elle de s'exécuter sans délai, la société requérante en tirera toutes les conséquences légales ;

SOUS TOUTES RESERVES

Je lui ai, étant et parlant comme dessus, remis et laissé copie du présent exploit dont le coût est de **Trente Mille Francs CFA** ;

Employé pour original et copie deux feuilles de papier de la dimension du timbre à 1500 francs CFA, soit 3000, FCFA au total, somme incluse dans le coût de l'acte. /.

E....	4.000
T....	3.000
O....	1.000
C....	800
F....	300
T....	500
Dijl	20.600
T=	30.000 F

Employé pour un original et une copie deux feuilles de papier de la dimension du timbre de 1500 francs, soit 3.000 francs, somme incluse dans le coût de l'acte

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Maître **KOUBEL YITH LYDIENNE** Epse FOE
Huissier de Justice
Commissaire-Priseur
21^{ème} charge
MINISTÈRE DE LA JUSTICE

gie vouée à l'échec
Face à la mise en demeure citoyenne de la FOCACO, la réponse a été celle du muscle : sommation d'huissier, mena-

ces de poursuites pour « diffamation » et termes juridiques ronflants pour tenter de faire peur.

Mais que SANTA LUCIA se le

tienne pour dit : la FOCACO est et restera la « Voix des Sans Voix ». La dénonciation d'un système qui pressure le pouvoir d'achat n'est pas une injure, c'est un devoir patriotique. On ne peut pas prétendre servir les Camerounais tout en tentant de bâillonner leurs défenseurs. L'intimidation ne passera pas !

Le Ministère du Commerce doit sortir de son silence

Où est l'arbitre ? Dans ce bras de fer entre le pot de terre et le pot de fer, l'État doit jouer son rôle. La FOCACO interpelle officiellement le Ministère du Commerce.

Le consommateur doit être roi, non par les slogans, mais par les faits.

L'administration doit réguler la facturation des emballages : si un sac est payant, il doit être neutre. S'il porte le logo de l'entreprise, il doit être gratuit.

Un appel à la vigilance citoyenne

Nous appelons tous les consommateurs à la vigilance. Ne vous laissez pas impressionner par le faste des rayons. Votre droit à une information claire et à une transaction honnête est inaliénable. La FOCACO ne reculera pas. Elle reste ouverte au dialogue pour que les enseignes de grande distribution se conforment volontairement à l'éthique commerciale. En attendant, la veille citoyenne continue, plus forte que jamais. Le consommateur camerounais n'est plus une proie. Il a une voix. Et cette voix ne se taira pas.

Par la Rédaction de "La Voix du Consommateur"

En soutien à l'action de la FOCACO - Vigilance et Protection.

COMMUNIQUÉ

Pannes récurrentes et retards chroniques : La FOCACO exige une refonte structurelle du transport ferroviaire au Cameroun

La Fondation Camerounaise des Consommateurs (FOCACO) a pris acte de l'avis au public de la société CAMRAIL concernant les incidents survenus sur le train 185 (Douala-Yaoundé) en date du 19 avril. Si la réduction de 50 % sur le prochain voyage est un geste commercial noté, la FOCACO estime qu'elle est dérisoire face à l'insécurité et à la dégradation continue de la qualité du service public ferroviaire.

Les consommateurs ne peuvent plus se contenter d'excuses répétitives. Pour garantir une mobilité digne et sécurisée, la FOCACO exige des autorités et du concessionnaire les mesures immédiates suivantes :

1. Renouvellement intégral du matériel roulant : L'acquisition urgente de nouvelles locomotives de forte puissance et de voitures voyageurs modernes pour remplacer un parc vieillissant, source de pannes à répétition.

2. Maintenance lourde de l'infrastructure : Un plan d'entretien rigoureux des rails actuels pour limiter les ralentissements et les risques de déraillement.

3. Investissement dans la double voie : Le passage à un système de rails à deux voies pour mettre fin aux attentes interminables lors des croisements de trains.

4. Normalisation des écartements : L'adoption des normes internationales d'écartement des rails (écartement standard) pour permettre une circulation plus rapide et plus stable.

L'Afrique en marche : Ces pays qui transforment leur rail

Le Cameroun ne peut rester à la traîne alors que plusieurs nations africaines ont massi-



Douala, le 19 avril 2026

AVIS AU PUBLIC

CAMRAIL informe son aimable clientèle que le train 185 de ce jour, assurant la liaison Douala-Yaoundé, a connu deux arrêts prolongés au cours de son parcours, entraînant un allongement significatif de la durée du voyage.

La Direction Générale de **CAMRAIL** regrette profondément les désagréments occasionnés par cette situation et adresse ses sincères excuses aux passagers concernés. Soucieuse de témoigner son attention à ces derniers, **CAMRAIL** leur accorde une réduction de 50 % sur leur prochain voyage.

Elle précise par ailleurs que le train 186 de ce jour quittera la gare de Yaoundé avec un léger retard, à l'issue de l'intervention des équipes techniques mobilisées.

CAMRAIL remercie l'ensemble de sa clientèle pour la patience, la compréhension et la confiance qu'ils continuent de lui accorder.

La Direction Générale

vement investi pour révolutionner la mobilité interurbaine. La FOCACO appelle le gouvernement à s'inspirer des modèles suivants :

Le Maroc : Premier pays africain à avoir lancé une ligne à grande vitesse (Al Boraq) reliant Tanger à Casablanca, réduisant drastiquement les temps de parcours.

L'Égypte : Engagement dans un projet titanesque de réseau ferroviaire à grande

vitesse reliant la Mer Rouge à la Méditerranée.

Le Sénégal : Mise en service du TER (Train Express Régional) reliant Dakar à l'Aéroport International Blaise Diagne, avec des rails aux normes internationales.

L'Éthiopie : Inauguration de la ligne électrifiée Addis-Abeba-Djibouti, un modèle d'intégration régionale et de modernisation infrastructurelle.

Le Nigéria : Modernisation

des axes majeurs comme la ligne Lagos-Ibadan avec des voies à écartement standard et du matériel roulant neuf.

La FOCACO rappelle que le transport ferroviaire est le moteur du développement économique. Les consommateurs camerounais ont droit à un service fiable, moderne et sécurisé.

Douala, le 20 avril 2026
Le secrétariat exécutif
FOCACO

CRI D'ALARME :

L'Électricité au Cameroun, un « Chaos » qui ne dit plus son nom

Par Ferdinand Ndem, Grand Reporter

YAOUNDÉ - Le ton monte d'un cran. Alors que le ciel camerounais s'assombrit à chaque coup de vent, la colère des consommateurs, elle, menace d'éclater au grand jour. La Plateforme Pôle des Associations de Consommateurs (PAIES) vient de lancer un ultimatum aux opérateurs du secteur électrique : sans amélioration concrète, la rue prendra le relais de la diplomatie dès le 06 mai prochain.

Un réseau

« à fleur de peau »

C'est un constat amer que dresse Georges Ngon Edzoa, Coordonnateur général de la PAIES. Depuis six mois, le quotidien des Camerounais est rythmé par une instabilité énergétique devenue insupportable. Le diagnostic de la plateforme est sans appel : le réseau électrique national souffre d'une « sensibilité incroyable ».

« Il suffit d'un simple coup de vent pour que l'énergie s'envole, et ce, pour plusieurs heures, voire des jours », s'insurge le communiqué. Une situation qui



Plateforme Pôle des Adics pour l'Intérêt Economique et Social du Cameroun

frise l'absurde dans un pays qui multiplie pourtant les chantiers structurants. Si la PAIES prend soin de saluer le « dynamisme » du Ministre de l'Eau et de l'Énergie, elle pointe un doigt accusateur vers les opérateurs de terrain. La question est désormais sur toutes les lèvres : que font réellement les gestionnaires du sous-secteur pour épargner aux ménages et aux entreprises ce chaos permanent ?

L'heure du « Non » catégorique

Pour les 32 associations affiliées à la PAIES, la coupe est pleine. Les conclusions de l'Assemblée Générale du 14 avril dernier, bien que transmises officiellement aux autorités et aux acteurs du secteur, semblent être restées lettre morte. Face à ce qu'ils qualifient de «

mort dans l'âme », les défenseurs des droits des consommateurs appellent à une mobilisation générale.

L'organisation ne se contente plus de simples plaintes de salon. Elle annonce une entrée en résistance publique à partir du 06 mai 2026. Les lieux de manifestations sont déjà identifiés, marquant une rupture avec la patience observée jusqu'ici.

Vers un « Assaut Final » ?

Le calendrier de la contestation est désormais précis. Une réunion de crise, qualifiée de « dernière avant l'assaut final », est programmée pour le 04 mai prochain à Mvog Ada, dès 11h.

Cet appel à la mobilisation sonne comme un dernier avertissement pour les opérateurs du secteur électrique. Entre promesses de réformes et réalité de l'obscurité, le fossé n'a jamais semblé aussi grand. Pour Ferdinand Ndem, une chose est sûre : si le courant ne passe plus dans les câbles, il risque fort de passer par la rue.

L'urgence est signalée. Le compte à rebours est lancé.

COMMUNIQUÉ-FOCACO

Rupture abusive de fourniture d'électricité à Wututu : La FOCACO exige une mise en demeure immédiate d'ENEO par le Gouvernement

La Fondation Camerounaise des Consommateurs (FOCACO) suit avec une attention particulière et une vive préoccupation la situation de détresse que traversent les populations de Wututu, près de Limbé. Depuis plus de deux mois, cette localité est plongée dans l'obscurité totale, poussant les femmes du village à exprimer leur colère par un blocage de la voie publique ce mardi 21 avril 2026.



sorte de sa réserve pour protéger les usagers.

3. Exige la mise en demeure immédiate de l'entreprise ENEO. Il est inadmissible qu'en 2026, une entreprise concessionnaire puisse faillir à ses obligations contractuelles pendant soixante jours sans qu'aucune solution d'urgence ne soit déployée.

Revendications

La FOCACO demande qu'un calendrier de rétablissement précis soit communiqué aux populations sous 24 heures et qu'un plan de compensation soit instauré pour les préjudices subis par les ménages et les commerçants de Wututu.

Fait à Douala,
le 21 Avril 2026

Le Secrétariat exécutif de
la FOCACO

Un constat alarmant

La FOCACO souligne que cette rupture prolongée de service n'est pas seulement un désagrément technique, mais une violation flagrante des droits fondamentaux des consommateurs. Ce « noir total » prolongé engendre des conséquences dramatiques :

Paralysie économique des petits commerces et artisans locaux.

Insécurité accrue dès la tombée de la nuit, mettant en péril l'intégrité physique des citoyens.

Dégradation des conditions de vie sanitaires et sociales.

Appel à l'action gouverne-

mentale

Face à l'inertie de l'opérateur historique, la FOCACO :

1. Exprime son soutien indéfectible aux femmes de Wututu qui, par leur courage, rappellent l'urgence d'un accès décent à l'énergie.

2. Interpelle solennellement Monsieur le Ministre de l'Eau et de l'Énergie (MINEE) afin qu'il

SÉCURITÉ ROUTIÈRE AU CAMEROUN

La Focaco salue et annonce sa participation active au 1er forum national

La Fondation Camerounaise des Consommateurs (*FOCACO) a pris connaissance avec un vif enthousiasme du communiqué officiel du Ministère des Transports annonçant la tenue du 1er Forum National sur la Sécurité Routière, qui se déroulera les 29 et 30 avril 2026 au Palais Polyvalent des Sports de Yaoundé.

Un tournant technologique pour la protection des vies

La FOCACO salue l'initiative visionnaire de Monsieur le Ministre des Transports, Jean Ernest Masséna NGALLE BIBEHE, qui place l'innovation au cœur de la lutte contre l'insécurité routière. Le thème choisi, «*L'Intelligence Artificielle au service de la sécurité routière* », marque une étape cruciale dans la modernisation des outils de prévention routière et de nos comportements sur la route.

En tant qu'organisation dédiée à la protection des intérêts des consommateurs, la FOCACO souligne que la sécurité routière est un droit fondamental. L'intégration de l'IA pour le contrôle technique, le dépistage des troubles visuels et la gestion du trafic est une réponse concrète aux souffrances causées par les accidents de la route.

Une participation active et engagée

La FOCACO annonce officiellement sa participation active à ce forum. Nos

1^{er} FORUM NATIONAL SUR LA SECURITE ROUTIERE
Palais Polyvalent des Sports de Yaoundé

29-30 avril 2026

THEME
«*L'Intelligence artificielle au service de la sécurité routière*»

LA BANQUE MONDIALE
POLICE
MINSANTE
MINTP

Conférences et ateliers
Stands d'exposition et spectacle
Awards sur la sécurité routière
Caravane de sensibilisation
Candle Lighting Ceremony

SCANNE MOI POUR AVOIR LE PROGRAMME

MTN
CAMTRACK
YANGO
CONFIANCE
CODES ROUSSEAU
prooftag
CATIS S.A.
HIGH TECH
MINISTRE DES TRANSPORTS
MINISTRE DE LA SANTE
MINISTRE DE L'INTERIEUR

experts contribueront aux conférences et ateliers thématiques, avec un accent particulier sur :

* La sensibilisation des usagers aux nouvelles technologies de sécurité.

* L'amélioration de la prise en charge post-accidentelle.

* La promotion de la formation continue pour les conducteurs à l'ère du numérique.

Appel à la mobilisation

La FOCACO exhorte l'ensemble des associations de consommateurs, les conducteurs et les usagers de la route à répondre massivement à l'appel du Ministère des Transports. C'est ensemble, par une synergie entre pouvoirs publics, société civile et partenaires techniques, que nous ferons des routes camerounaises des espaces de vie et non plus de deuil.

«*La sécurité routière est l'affaire de tous. L'innovation technologique doit être le bouclier qui protège chaque consommateur sur nos axes routiers.*»

Fait à Douala,
le 20 avril 2026
(é) Alphonse AYISSI
ABENA
Président exécutif
FOCACO

PRESS RELEASE

ROAD SAFETY IN CAMEROON: FOCACO WELCOMES AND ANNOUNCES ITS ACTIVE PARTICIPATION IN THE 1st NATIONAL ROAD SAFETY FORUM

The Cameroon Consumers' Foundation (*FOCACO) has received with great enthusiasm the official press release from the Ministry of Transport announcing the 1st National Road Safety Forum, to be held on April 29 and 30, 2026, at the Yaoundé Multipurpose Sports Complex (PAPOSY).

A Technological Turning Point for Saving Lives

FOCACO commends the visionary initiative of the Minister of Transport, Jean Ernest Masséna NGALLE BIBEHE, which places innovation at the heart of the fight against road insecurity. The chosen theme, "Artificial Intelligence at the service of road safety," marks a crucial milestone in modernizing road prevention tools and improving road user behavior.

As an organization dedicated to protecting consumer interests, FOCACO emphasizes that road safety is a fundamental right. Integrating AI for technical inspections, screening for visual impairments, and traffic management is a concrete response to the tragedies caused by road accidents.

Active and Committed Participation

FOCACO officially announces its active participation*in this forum.

Our experts will contribute to the conferences and thematic workshops, with a particular focus on:

- * Raising user awareness regarding new safety technologies.
- * Improving post-accident care.
- * Promoting continuous training for drivers in the digital age.

Call for Mobilization

FOCACO urges all consumer associations, drivers, and road users to participate massively in this call from the Ministry of Transport. Together, through synergy between public authorities, civil society, and technical partners, we will make Cameroonian roads spaces for life

rather than mourning.

"Road safety is everyone's business. Technological innovation must be the shield that protects every consumer on our highways."

Done in Douala, April 20, 2026
(s) Alphonse AYISSI ABENA
Executive President of FOCACO

Doudou Afritude

Participation des Doudous Afritude au Festival "Bochum Total" en Allemagne (Juillet 2023).

La qualité appréciée au-delà de nos frontières !

NB: Vos Doudous Afritude sont désormais disponibles au supermarché Super U Bali-Douala

Infoline : 6 96 76 26 45



COMMUNIQUÉ-FOCACO

Clarification et confirmation de la conformité sanitaire des produits ÔPUR



La Fondation Camerounaise des Consommateurs (FOCACO), fidèle à sa mission de protection et d'information des citoyens, a pris connaissance de la résurgence sur les réseaux sociaux d'une vidéo datant de 2025 montrant un étiquetage manuel de bidons de 10 litres de la marque Ôpur.

Face à l'inquiétude légitime des consommateurs, la FOCACO tient à apporter les précisions suivantes :

1. Une vidéo sortie de son contexte :

À la suite d'une enquête approfondie menée dès l'apparition initiale de ce contenu, il a été établi que la

vidéo ne montrait en aucun cas un processus de remplissage artisanal. Il s'agissait d'un acte isolé de re-collage d'étiquettes sur des produits déjà scellés en usine, effectué par des commerçants suite à un défaut de conservation, et non d'une faille dans la chaîne de production de l'entreprise Source du Pays S.A.

2. Enquête et visite de l'usine de Bekoko :

Afin de lever tout doute sur la sécurité sanitaire, une délégation de la FOCACO a récemment effectué une visite sur le site de production de l'eau minérale naturelle Ôpur à Bekoko.

Nos observations

confirment :

L'utilisation d'équipements de haute technologie totalement automatisés (soufflage, remplissage et capsulage).

Un respect strict des protocoles d'hygiène et des normes sanitaires nationales et internationales.

Un contrôle qualité rigoureux certifié par l'Agence des Normes et de la Qualité (ANOR).

3. Engagement pour la sécurité des consommateurs :

La FOCACO rassure l'opinion publique sur la potabilité et la qualité de l'eau minérale Ôpur. Nous saluons la transparence de la société Source du Pays S.A. qui a ouvert ses portes pour permettre cette vérifica-

tion citoyenne.

La FOCACO appelle les consommateurs à la vigilance face à la désinformation et réitère son engagement à veiller quotidiennement sur la qualité des produits mis sur le marché camerounais.

Conseils aux consommateurs :

Vérifiez toujours l'intégrité du bouchon sécurisé lors de vos achats.

Privilégiez les points de vente respectant des conditions de stockage à l'abri du soleil.

Fait à Douala,
le 21 Avril 2026
(é) Alphonse AYISSI ABENA
Président Exécutif
FOCACO

Arrêtez d'humilier le vieux



Par Charles Chacot CHIME, journaliste de veille

Il faut parfois savoir regarder la réalité en face, même lorsqu'elle dérange.

Hier encore, les images du président Paul Biya ont offert au pays un spectacle à la fois troublant, gênant et profondément révélateur : celui d'un homme usé par le temps, avançant avec difficulté, pendant qu'autour de lui, les courtisans rivalisent d'applaudissements comme si la simple capacité de lever un pied relevait désormais de l'exploit d'État.

Voilà donc où nous en sommes.

Dans ce pays, un président affaibli devient un miracle vivant, et chaque apparition publique se transforme en séance de célébration forcée. Les tambours battent, les louanges pleuvent, les sourires sont commandés, et les caméras de la CRTV s'appliquent à immortaliser ce théâtre avec un zèle presque religieux. Le commentaire est toujours le même : le chef est là, le chef est debout, le chef est vivant.

Comme si gouverner se résumait désormais à respirer.

Et le plus affligeant n'est même pas l'état visible du président. Non. Le plus affligeant, c'est cette mise en scène grotesque autour de sa fragilité. On ne célèbre plus une

vision, on applaudit une présence. On ne défend plus un projet, on protège une silhouette. Le pouvoir ne repose plus sur la capacité à conduire une nation, mais sur l'aptitude à apparaître quelques minutes devant les caméras.

Le Cameroun mérite donc mieux qu'une démonstration de survie institutionnelle.

Car enfin, de qui se moque-t-on ? Peut-on sérieusement prétendre qu'un pays avance lorsque son dirigeant donne l'impression de lutter déjà pour avancer lui-même ? Peut-on demander à une nation entière d'espérer, lorsque l'image du sommet inspire davantage la compassion que la confiance ?

La vérité est cruelle, mais elle est là : le président Paul Biya semble aujourd'hui prisonnier du système qu'il a incarné pendant des décennies. Et autour de lui gravitent des gardiens du temple qui n'ont qu'une peur : voir s'arrêter la machine qui les nourrit.

Alors on entretient le décor.

On maquille la fatigue en sagesse.

On présente l'épuisement comme de l'expérience.

On vend l'immobilisme comme de la stabilité.

Et pendant ce temps, le pays s'enlise.

Le drame, ce n'est pas seulement qu'un vieil homme soit maintenu au sommet malgré l'usure évidente du temps. Le



drame, c'est qu'un peuple entier soit contraint d'assister à cette lente agonie politique, pendant qu'une élite opportuniste applaudit, non par admiration, mais par intérêt.

Le roi est fatigué, mais les courtisans dansent encore.

Ils dansent autour d'un trône devenu plus important que l'homme qui l'occupe.

Ils dansent autour d'un symbole qu'il faut maintenir debout à tout prix.

Ils dansent parce qu'ils savent qu'avec la chute du roi s'effondrent aussi leurs privilèges, leurs rentes et leur confort.

Alors on pousse le vieil homme sous les projecteurs.

On le montre.

On l'exhibe.

On l'utilise.

Et l'on appelle cela gouverner.

Il y a dans cette obstination quelque chose de profondément cruel. Car au-delà des querelles politiques, au-delà des clans, au-delà des fidélités partisans, il reste une évidence humaine : un homme de cet âge mérite le repos, pas l'exposition.

Mais dans les monarchies politiques déguisées en républiques, la dignité humaine pèse peu face aux intérêts du sérail.

Le président Paul Biya devient alors moins un chef qu'un instrument.

Une image à préserver.

Un symbole à exploiter.

Une façade derrière laquelle prospèrent ceux qui refusent toute alternance.

Et le peuple, lui, regarde ce spectacle absurde : un pouvoir qui s'accroche à un corps fatigué comme

si l'avenir d'une nation dépendait de la résistance physique d'un seul homme.

Quelle tragédie.

Plus tragique encore est le silence forcé qui entoure cette évidence. Dire ce que tout le monde voit devient un acte de témérité. Compatir devient une offense. Décrire la réalité devient un crime de lèse-majesté.

Mais la réalité demeure.

Un pays ne peut pas avancer lorsque son pouvoir est figé dans la peur du changement.

Un peuple ne peut pas respirer lorsque son destin est suspendu aux apparitions d'un homme exténué.

Une nation ne peut pas grandir quand elle remplace la gouvernance par la mise en scène.

Le plus grand paradoxe, finalement, est peut-être

celui-ci : ceux qui prétendent honorer le chef sont peut-être ceux qui l'humilient le plus.

Car préserver la dignité d'un homme, ce n'est pas l'exhiber dans sa faiblesse pour sauver un système.

Respecter un dirigeant, ce n'est pas l'utiliser comme rempart contre l'alternance.

Servir un président, ce n'est pas le transformer en prisonnier politique de son propre règne.

Mais le Cameroun officiel préfère l'illusion à la vérité.

Alors on applaudit.

On acclame.

On célèbre.

Et pendant que les courtisans applaudissent les pas hésitants du roi fatigué, c'est tout un pays qui piétine. Il faut arrêter l'humiliation du vieux.

Pour toute question relative à **nos produits et services**,
prière de nous contacter gratuitement :



Whatsapp :  +237 650 75 86 25

E-mail :  service.consommateurs@cm.nestle.com



Good food, Good life



CANAL+



adossé par **NETFLIX**
ONE

LA NOUVELLE FORMULE

TOUT CANAL+

NETFLIX |  

 **8556**
COST D'UN APPEL LOCAL
SELON VOTRE OPERATEUR

 **CANAL+ CAMEROUN**

Abonnement sur la formule Netflix basic. 1 écran uniquement (Netflix tv). Pour profiter du service Netflix, vous devez avoir créé un compte CANAL+ ainsi qu'un compte Netflix, soumis aux conditions d'utilisation et de protection des données personnelles de Netflix, ainsi que celles en vigueur de l'opérateur de votre pays. Retrouvez le détail de vos offres sur www.canalplus-afrique.com.